

Unité Interdépartementale 39-71
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPEICHIM PROCESSING S.A.

LE HONRY
39190 Beaufort-Orbagna

Références : FV/NM/2025/M_242
Code AIOT : 0005900723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection de installations classées pour la protection de l'environnement.

Elle a pour but de faire un point sur les suites des deux dernières inspections qui ont détecté 7 non-conformités.

A noter : la non-conformité en lien avec les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident sera abordée lors d'une inspection prochaine dédiée à ce sujet dans la cadre d'une action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0005900723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité du site consiste à la régénération de solvants (hydrocarbures, cétones, esters, alcools notamment). Il s'agit essentiellement de séparer la partie liquide de la partie solide du solvant usagé (évaporation sous vide + distillation). Les installations sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2010 et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (rubrique 3510).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a souhaité connaître les suites réservées par l'Inspection à son porter à connaissance (PAC) de juin 2023 sur le changement de combustible de sa chaudière (gaz au lieu du FOD).

Le PAC conclut à la non substantialité de la modification.

L'inspection a examiné le document. Elle souhaite que l'exploitant justifie les deux points suivants pour pouvoir se positionner :

1. analyse des effets dominos (§9.7 et §10 du PAC) : il est indiqué qu'aucune installation n'est impactée par les effets des phénomènes dangereux de la chaudière au gaz. Cela ne semble pas cohérent avec la localisation de la chaudière qui est très proche des cuves et de l'atelier de production (cf. pg 64 du PAC). De même il est indiqué §10 qu'aucun effet domino des installations autorisées n'impacte la chaudière (cf. cartographies des phénomènes dangereux de l'étude de dangers (EDD)). Dans ces conditions il semble que l'EDD doit être mise à jour.

2. collecte des eaux d'extinction (§3.5.2.5 et) : il est indiqué que la zone d'implantation des cuves ne sera pas reliée au réseau de collecte d'eaux pluviales. Ce réseau permet de collecter les eaux d'extinction incendie du site. Il convient de justifier que le projet permet de collecter les eaux d'extinction incendie de la zone d'implantation des cuves.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II § III	Sans objet
4	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
6	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux non-conformités concernant les risques accidentels. Il doit apporter des éléments de justifications complémentaires pour ce qui est des rejets de composés organiques dans l'air, notamment CMR (substances cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction), et la gestion des émissions atmosphériques diffuses de composés organiques volatils (COV).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II § III
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <p>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>[...]</p>
Constats :

Dans son rapport de l'inspection du 29 mars 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant de disposer sous deux mois de schémas simplifiés des procédés montrant l'origine des émissions gazeuses canalisées et diffuses ainsi que d'une description des techniques mises en œuvre détaillant distinctement leurs performances.

L'exploitant a présenté à l'Inspection un schéma des flux des composés organiques volatils (COV). L'Inspection considère que ce schéma répond à sa demande.

L'exploitant a également présenté à l'Inspection l'instruction des évaporateurs E1000 et E5000 du 27 février 2023 qui décrit la technique mise en œuvre pour traiter les solvants usagés. L'exploitant indique que les performances du traitement dépendent du type de déchet qui diffère suivant ses clients. L'exploitant présente pour un client le bilan des traitements qui fait état d'un taux de solvants réutilisables de 72,8%.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets

Prescription contrôlée :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³.

Constats :

Dans son rapport de l'inspection du 29 mars 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant de comparer le flux seuil au flux total horaire canalisé et diffus (mesuré sur une demi-heure pour la part canalisée).

L'inspection demandait également à l'exploitant de mettre en conformité sous 6 mois ses installations afin de respecter :

- soit un flux horaire total maximal en COVNM sur l'ensemble du site (canalisé et diffus) inférieur à 2 kg/h;
- soit une concentration en COVNM de 110 mg/Nm³ pour chaque émissaire.

L'exploitant a rappelé à l'Inspection que la prescription contrôlée est tirée de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2010. Les prescriptions sont inspirées de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 non applicable aux installations de gestion de déchets.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD)

<p>applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED dispose (annexe 3.4, § IX) que la valeur limite d'émission (30 mg/m³) ne s'applique que lorsque la charge polluante est supérieure à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluent gazeux.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de surveillance du 17 juin 2025. Les flux mesurés aux points d'émissions sont inférieurs à 2 kg/h. Pour la tour de lavage, une concentration de 1138 mg/Nm³ est mesurée en COV non méthanique.</p> <p>Cependant aucune justification concernant l'absence de substance CMR dans les effluents gazeux n'apparaît dans le dossier de réexamen IED de l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 1 : l'Inspection demande à l'exploitant de justifier qu'aucune substance CMR n'est pertinente pour le flux d'effluent gazeux sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Emissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % du flux annuel des émissions canalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son rapport de l'inspection du 29 mars 2024, l'inspection demandait à l'exploitant sous 6 mois de réaliser un plan de gestion des solvants répondant aux règles de l'art (cf. guide de l'Ineris ; https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/guide_PGS_nouvelle_version.pdf).</p> <p>Dans le cas où le plan de gestion réalisé montre un dépassement du seuil des émissions diffuses, l'exploitant devait se mettre en conformité sous 1 an.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des solvants de janvier 2025. Il conclut à une émission de 33 t de COV diffus pour environ 10 t d'émissions canalisées.</p> <p>Comme pour le constat précédent, l'exploitant indique que l'arrêté ministériel relatif au traitement de déchets dangereux ne dispose pas de valeurs limites d'émissions diffuses. L'arrêté ministériel impose néanmoins l'application d'une combinaison appropriée de techniques</p>

dont la détection et la réparation de fuites. Cette dernière est signalée sans objet dans le dossier de réexamen de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2 : l'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un programme de détection et réparation de fuites ou de justifier de sa non pertinence sous 3 mois. Elle demande plus globalement à l'exploitant d'étudier les moyens techniques à mettre en œuvre pour réduire les émissions diffuses sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Dans son rapport de l'inspection du 21 juin 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant sous 2 mois de mettre en place un repère permettant de s'assurer visuellement du respect du volume de 600 m ³ d'eau pour la réserve incendie. L'Inspection a constaté la présence d'un indicateur de niveau d'eau au niveau de la réserve incendie ainsi qu'à proximité d'une affichette indiquant le niveau d'eau minimale à respecter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant

s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Dans son rapport de l'inspection du 21 juin 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant sous 2 mois de référencer la fiche relative au déversement accidentel de produit dans le POI. L'exploitant a présenté le POI mis à jour en juin 2025. La fiche relative au déversement accidentel y est référencée (référence FRS18).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point e)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.
Constats : Dans son rapport de l'inspection du 21 juin 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant sous 2 mois que la fiche pratique FP n°10 soit corrigée pour prendre en compte le numéro du standard téléphonique de l'UID39-71 et son adresse courriel générique à la place des coordonnées de l'inspecteur référent du site. La version de juin 2025 du POI précise le numéro d'astreinte de la DREAL. En séance l'exploitant a ajouté les coordonnées de l'UiD (téléphone : 03 39 59 67 21 et Mail : uid3971l.dreal-bfc@developpement-durable.gouv.fr pour les heures ouvrées).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Dans son rapport de l'inspection du 21 juin 2024, l'Inspection demandait à l'exploitant sous 2 mois que les mentions de danger soient mentionnées dans l'état des stocks et que l'état des matières stockées soit référencé dans le plan d'opération interne.

L'exploitant a transmis à l'Inspection un état des stocks avec des mentions de dangers.

Il a indiqué en outre que cet état des stocks est mis à jour quotidiennement, imprimé et mis à disposition dans le hall d'entrée du bâtiment administratif. L'emplacement de l'état des stocks est indiqué dans la POI (FS n°5).

Type de suites proposées : Sans suite